

Ordre du jour (début de séance à 9h00)

- Propositions de dépenses (pour avis) et sous réserve de la dotation forfaitaire
- Situation du CFIP du 8 Mai 1945 (pour information)
- Présentation du plan d'actions DGFIP « amélioration des conditions de travail et prévention des risques suicidaires (pour information)
- Présentation de la campagne 2026 d'actualisation du DUERP et du PAP (pour information)
- Présentation des inspections des sites de la DDFIP et du SGC de Decazeville par l'ISST (pour information)
- Point sur les fiches de signalement, accidents de travail et exercice d'évacuation (pour information)
- Questions diverses

I- Lecture des Liminaires

Liminaire de SOLIDAIRES 12

- Un Budget 2026 adopté par le 49,3, une nouvelle fois ce qui est désœuvrant.
Un budget dans la continuité des précédents : **toujours moins pour les services publics et les fonctionnaires. Et la DGFIP n'y échappe pas !**
- Inquiétudes liées à la nouvelle méthode d'allocations des emplois ;
- Réforme de la Facturation Electronique (FE) : nous avons alerté sur les risques d'un déploiement insuffisamment anticipé.
- Revoir la communication sur la fin du chèque ;
- Et enfin, nous avons souhaité insister sur l'inquiétude des agentes et des agents quant aux fissures du bâtiment du 8 mai.

Solidaires Finances Publiques Aveyron continuera à exercer pleinement son rôle pour défendre les missions, les agentes et les agents, le service public et les conditions de travail.

Notre liminaire complète est à retrouver (tout comme ce compte-rendu) sur notre site :
<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/120/>

----> réponse du Président de la FS, M. Bouthier (aux différentes Liminaires des OS) :

A) concernant les sujets de Politique Nationale

- Sur les rémunérations, c'est un sujet majeur, même constat que les syndicats.

- Sur l'image de la DGFIP : après la démission forcée du DRFIP PARIS suite au scandale des parties de Chemsex qu'il organisait chez lui : M. Bouthier partage l'effet dégradant que cela fait peser sur l'ensemble de la maison. Et il espère que la justice poursuivra son cours sereinement.

- Sur les problèmes d'informatique, Ficoba et Helios: c'est inquiétant. Tous les jours toutes les semaines, les systèmes informatiques sont attaqués, en France, même s'il n'y a pas de médiatisation sur ce point. On doit s'adapter et ce problème est pris très au sérieux par Bercy.

- HELIOS est une panne technique, c'est le seul cas dans le monde où il y a eu un incident avec la société Hitachi. Un incident imprévisible, impossible à anticiper et exceptionnel, 10 jours pour rétablir Helios. C'est l'illustration d'une problématique de sous-investissement : au lieu de rétablir en 48 heures cela a mis 10 jours, il aurait fallu une plateforme de secours opérationnel, or Bercy a fait le choix de ne pas investir dans cette plateforme par rapport aux charges budgétaires que cela aurait engendré.

Il est à noter qu'entre 2015 et aujourd'hui les budgets informatiques de Bercy ont été multipliés par trois passant ainsi à près de 450 millions.

Le budget d'aujourd'hui oblige à faire des choix. Il constate avec nous que la gestion de cette urgence a été assez peu maîtrisée.

- FICOBA : là, c'est différent. C'est une faille interne qui vient de l'extérieur, plus de 60 000 utilisateurs en France, de Ficoba, en dehors de la DGFIP.

Aujourd'hui, l'accès est toujours limité pour ces personnes extérieures : URSSAF CPAM, notaires avec un calendrier qui s'étalera dans le temps pour la re-ouverture de Ficoba aux extérieurs.

Il nous informe de l'implantation de Ficoba 3 dès le mois d'avril avec une double authentification, mais c'est une course sans fin, M. Bouthier partage nos réflexions, quant à la multiplication des incidents et renvoie à un seul point : être très prudent avec nos accès et nos applications, de même être très prudent au téléphone par rapport à la diffusion de nos informations à des structures extérieures, par exemple pour le recouvrement ou pour les douanes.

B) concernant les sujets locaux

----> Autre point soulevé dans les liminaires, l'affaire des garages fantômes là aussi ça fait très longtemps que ça pose problème, c'est géré par la trésorerie de Toulouse, extrêmement difficile de lutter contre ce phénomène.

----> concernant les indus d'ACF, M. Bouthier est bien conscient de la complexité du dispositif de rémunération, on n'a jamais les éléments pour vérifier.

Il déplore ce problème d'indus, qui concerne notamment un agent en Aveyron, pour plus de 2000 €, il nous rappelle que les sommes seront remboursées sur deux ans. Ce cas sera géré avec une extrême bienveillance.

----> concernant les risques de suicide, il partage le constat avec nous, la situation se détériore. Le suicide est quelque chose de multifactoriel qui oblige collectivement à faire attention les uns aux autres : il faut un cadre, ce sera un sujet de la FS. Il note néanmoins que de 2012 à 2024, le taux de suicide a diminué, il est néanmoins remonté en 2024.

II- ODJ FS:

A) 1^{er} point : la situation du 8 Mai :

- Il existe un rapport de l'ingénieur de Bercy dans lequel le bâtiment travaille depuis 2023. À Noël 2025 les fissures avaient assez peu bougé et il n'y avait aucune alerte.

- En Février 2026, alerte par rapport aux fissures qui s'élargissaient. L'ingénieur est revenu constater, 3 jours avant l'évacuation mais a déclaré que le bâtiment ne risquait rien. Au vu de ce constat, il est difficile d'évaluer l'avis des experts eux-mêmes... Aujourd'hui il y a un arrêté de mise en péril indéfini de l'immeuble, c'est une réalité, un phénomène extrêmement complexe. **On va mettre des années à savoir qui est responsable de quoi : le parking, des écoulements souterrains...**

- **M. Bouthier ne prendra aucun risque avec la santé des agents. Il note la remarquable, solidarité entre les agents, mais également la grande fragilité des équipes.** Pour certains, c'est une perte de repères extrêmement importante et un épisode traumatisant.

- Le bâtiment du 8 Mai est un sujet très compliqué d'un point de vue technique et juridique.

Un géo-technicien est venu après l'évacuation via le Bureau Immobilier de l'État.

La RPIE intervient sur l'aspect re-logement et le juridique. Le bureau immobilier de l'État intervient sur les aspects matériels, comme la venue du géo technicien.

- Vu les fissures, le géo-technicien pensait que les murs de soutènement ne tiendraient pas. Après l'épisode de pluie, les fissures ont bougé fortement. Le bâtiment est en 3 parties et l'une d'elles ne repose plus sur les fondations. Il nous rappelle qu'il est interdit de pénétrer dans le bâtiment, une équipe de surveillance a été disposée sur place pour effectuer la surveillance du bâtiment. La ville de Rodez a monitoré le parking et l'a bâché pour éviter l'eau dans les fissures.

- Les experts vont déterminer la où les causes de cette situation, il va en découler une situation judiciaire => le bâtiment a été monitoré pour surveiller l'évolution de manière quotidienne. Ce monitoring coûte à la Direction 20 000 € par semaine. La surveillance (par une société privée) du bâtiment coûte 20 000 € par mois.

La directrice générale suit ce sujet de très près, de même que tous les services de l'État et la RH centrale.

- **Aujourd'hui, la rue du 8 Mai est fermée à tout accès. Le bâtiment est surveillé 24 heures sur 24 et l'expert a confirmé que le bâtiment était en situation de péril grave et imminent.** Il a confirmé que les mesures prises par la Direction étaient des mesures adéquates, de bonnes mesures. Il convient d'attendre que le bâtiment ne bouge plus pour voir les suites à donner et savoir si le bâtiment est récupérable ou pas.

Cela oblige la Direction à faire un suivi de toutes les dépenses pour qu'elles soient un jour remboursées. Le Secrétariat Général a pour le moment accordé un crédit de 150 000 € pour financier ces études.

Il est à noter que l'arrêt de catastrophe naturelle, pris par la Mairie vise la pluie et les écoulements mais pas le glissement de terrain.

- Les principaux serveurs ont pu être récupérés pour nous permettre de fonctionner. Il manque encore un serveur pour le service de publicité foncière, les écrans, les stations d'accueil, bureaux, chaises manquent encore. Une intervention d'un électricien pour câbler la Place d'Armes et le SGC est en cours.

- **M. Bouthier relève le travail exceptionnel des équipes, du BIL et de la CID.**

- **Se pose le problème de la sur-densification des autres sites. Il conviendra d'être vigilant sur la sécurité notamment et les exercices incendies.**

La direction est bien consciente des problèmes que la situation du 8 Mai engendre par rapport à cette sur-densification des agentes et agents, et par rapport également aux personnes à mobilité réduite. Les sites ne sont pas adaptés : portes d'entrée trop lourdes, toilettes accessibles par des marches d'escalier.

Ils sont bien conscients de ces problèmes-là, même si pour le moment ils ne peuvent pas les résoudre.

B) 2nd point : la visite par l'inspecteur, santé, sécurité au travail (ISST)

M. Yannick Durantin, a visité les locaux du SGC de Rodez et de la Direction des Finances Publiques Place d'Armes, le 25 mars 2026.

Deux rapports ont alors été établis, l'un de 55 pages pour la Place d'Armes, l'autre de 38 pages pour le SGC de Decazeville.

L'ISST a découpé son rapport en plusieurs en plusieurs parties :

- la partie incendie avec une préconisation de maintenir les exercices incendie tous les six mois,

- la partie ergonomie où l'inspecteur note que le mobilier prend beaucoup de place et qu'il conviendrait dans certains bureaux de desserrer la contrainte en termes d'espace et de circulation ; de même par rapport à l'éclairage, la préconisation est d'être perpendiculaire par rapport à la source de lumière, ce qui n'est pas toujours le cas, il y a également plusieurs problèmes par rapport au renforcement des stores.

- la partie ambiance physique par rapport aux périodes où il fait chaud, notamment au quatrième étage de la DDFIP Place d'Armes et de l'appartement du SGC. À ce propos, l'inspecteur nous informe que l'employeur doit prendre des dispositions concernant les périodes de canicule dès l'alerte orange.

- la partie hygiène qui recouvre la qualité de l'air. À ce propos, l'inspecteur note que la qualité de l'air se dégrade beaucoup plus vite quand on est nombreux dans les bureaux, il convient d'assurer alors une aération régulière bureau par bureau.

- et la partie RPS: concernant les risques psychosociaux l'inspecteur a noté à chaque visite un très bon état d'esprit des agents sur chaque site et une grande bienveillance, notamment par rapport à ceux qui sont arrivés dans les nouveaux sites suite à la fermeture du 8 Mai, et par rapport à ceux qui les ont accueillis, il conviendra d'être vigilant par rapport au télétravail, aux collectifs de travail, et à la sur-densification de ces sites.

Il a quand même noté un **problème d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite** concernant les locaux de la Place d'Armes.

- À propos de la sur-densification des sites M. Bouthier, suite à une réunion avec la RPIE, nous informe sur les facultés de "relogement" des agents. Il va conserver des collègues sur les deux sites du SGC et de la Place d'Armes. Il note que le SPFE ne peut pas rester dans une salle de réunion. Ils comptent faire intervenir des spécialistes ergonomistes afin de mieux installer les agents durablement dans leur bureau et rendre les espaces de travail plus facile à vivre.

- La Direction estime qu'il y a entre 70 et 80 agents à reloger prioritairement (SPFE et contrôle fiscal). Mais il existe une grande difficulté pour trouver des bureaux en Aveyron. Plusieurs sites ont été visités : La préfecture à Bourran, l'URSSAF, l'AFPA, la MSA, la CPAM en dehors de Rodez, les locaux de l'Agglo Rodez ou du Département et enfin les locaux de l'ancien évêché à Bourran.

Pour le moment rien n'est fait, chaque site visité présente des avantages et des inconvénients. Il est impossible, pour le moment, de recaser les 120 agentes et agents du 8 Mai au même endroit. Les pourparlers se poursuivent, afin de nous reloger au mieux tout en sachant que dans l'immédiat il a pas été trouvé de solution.

La RPIE validera car c'est le responsable du budget de l'État.

- Des solutions pour la restauration ont d'ores et déjà été mises en place. Les agentes et les agents ont été mis au courant des différents sites où ils peuvent se restaurer à la pause méridienne.

- Plusieurs travaux vont devoir être menés notamment : éventuellement un accueil au SGC pour le SIP, s'occuper du SPFE, de la sphère du contrôle fiscal, trouver une solution la plus durable possible, libérer le parking du 8 Mai et décider de faire toutes les formations locales à Bourran.

- De même, il a été question de la cherté des parkings pour les agents qui possèdent une voiture et il a été envisagé de demander à la nouvelle équipe municipale un tarif pour les agents qui serait le même que le tarif résidentiel à Rodez.

C) 3ème point : les propositions de dépense prévisionnelle en formation pour l'Aveyron en 2026 et l'enveloppe locale de dépenses prévisionnelle totale :

- À ce propos, M. Picchi nous indique qu'il n'a pas connaissance du budget à ce jour, car il est en cours de signature auprès du sous-directeur SR-H3 à Bercy. Il pense que ça va diminuer. L'an dernier, l'enveloppe locale était de 32 369 € plus 10 404 € de formations, aucune visibilité par rapport aux dépenses du 8 Mai. Ce sont des dépenses qui devraient être prises en compte par Bercy.

- Concernant les dépenses, l'accent a été mis sur les repose-pieds et des capteurs de CO2 pour s'assurer de la qualité de l'air dans les bureaux. Cinq nouveaux capteurs seront achetés, un sac à roulettes et un bureau réglable en hauteur. De même deux sièges ergonomiques. Également, l'achat de ventilateurs-brumisateurs a été priorisé.

- Concernant les formations :

- une seule formation Centaure pour le moment,

- une formation ergonomie pour les sites de Millau et Saint-Affrique, qui sont pérennes par rapport à la situation du 8 Mai

- et la formation aux gestes qui sauvent pour les sites d'Espalion, Decazeville et Villefranche-de-Rouergue (session de deux heures).

D) Autre point abordé lors de la FS : les exercices d'évacuation de la DDFIP, Place d'Armes, du SGC de Saint Affrique et du site de Millau.

Les exercices se sont parfaitement déroulés avec l'information qu'il paraît opportun d'équiper le SGC de Saint Affrique d'extincteurs.

E) Dernier point : le plan d'action, 2025-2027 DGFIP pour améliorer les conditions de travail et prévenir les risques suicidaires :

---> Ce plan a été élaboré par la DG et il nous a été présenté par Mme Brunel lors de cette FS.

Il se compose de 3 axes et 39 mesures. C'est un plan global qui mobilise tous les acteurs de la DGFIP. Elle nous a fait une présentation axée sur une prédisposition territoriale qu'elle veut donner en accentuant sa présentation sur quatre points :

- l'exploitation du DUERP

- réunir la FS sur ce point, au moins une fois par an et sur le sujet plus général des conditions de travail

- tenir informer tous les agents et les agents sur la situation du 8 Mai de façon systématique

- informer plus généralement sur l'intranet et y donner des infos indispensables aux agents afin qu'ils acquièrent les bons réflexes sur ce sujet.

Sa conclusion tient au fait que ce plan d'action est un plan d'action globale qui nous oblige à être plus structurés sur l'approche et sur l'appropriation qu'on a de ce sujet, les conditions de travail, l'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques suicidaires.

- À ce propos, le docteur Fauroux (en Visio durant toute la FS), a tenu à nous faire remarquer que le signalement des agents en difficulté au travail, repose principalement sur le chef de service, il a néanmoins des inquiétudes sur la capacité des cadres à faire des signalements aux RH, il faut les former, les informer, ne pas générer pour eux des risques psychosociaux, il faut que ça reste collectif.

- Il va participer à une formation organisée par la MSA sur ce sujet et nous tenir au courant. L'inspecteur SST est intervenu afin de mettre l'accent sur l'enjeu qu'il y avait de réussir à prendre en compte chaque situation dans chaque service.

-À ce propos, il nous a mentionné un guide ANACT à consulter. Il a ensuite proposé de faire un GT là-dessus et de suivre ce sujet.

- Les chefs de service doivent être accompagnés sur cet exercice par le DUERP avec l'aide de l'assistant de prévention. À ce propos, il conviendra de faire actualisation du DUERP quand les agents seront définitivement installés.

III- Plusieurs questions diverses ont été abordées à l'issue de ce FS:

A) la situation du SGC de Decazeville où il faut sécuriser les zones d'entrée et de secours, mais où il n'est pas question d'enlever l'accueil fiscal.

B) Le SDIF de Millau et l'affectation d'office de la collègue ALD au CCPros de Decazeville, point sur lequel tous les représentants du personnel présents à la FS ont manifesté leur entier et complet désaccord sur cette décision unilatérale prise par M. Bouthier avec l'appui de la DG.

C) De plus, Il nous a été annoncé **le recrutement d'un responsable auprès du SGC de Saint Affrique (IP)**.